



SÉRIE AMÉRICAINE ÉLECTIONS 2020

Par son impact sur le reste du monde autant que par ses incertitudes, l'élection présidentielle américaine va retenir notre attention durant les semaines qui viennent. Terra Nova se met à l'heure américaine en publiant des contributions venant d'horizons variés, avec pour objectif de multiplier les éclairages sur une élection atypique. Sans illustrer une position collective de Terra Nova, les textes du présent cycle viseront à mieux comprendre les impacts multiples de ce vote aux Etats-Unis et au-delà.

QUEL AVENIR POUR LA RELATION EUROATLANTIQUE À L'ÈRE BIDEN ?

20 janvier 2021 | Par Bernard Cazeneuve, ancien Premier Ministre

Les quatre années de la dernière présidence américaine ont été fortement marquées par une posture de défi, voire d'hostilité à l'égard des grandes organisations internationales, et du multilatéralisme. Les tensions engendrées par les prises de position de Donald Trump sur les questions les plus sensibles, qu'il s'agisse de l'Accord de Paris sur le climat, ou de celui de Vienne sur le nucléaire iranien, n'ont pas été sans abîmer les relations entre les États-Unis et leurs alliés traditionnels. Le sentiment s'est peu à peu développé de la propension de la première puissance mondiale à ne défendre que ses seuls intérêts, en prenant le risque de déstabiliser l'ordre international qu'elle avait elle-même contribué à instaurer, dans de multiples domaines, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. De ce climat, engendré par le tempérament d'un homme, autant que par ses choix politiques hasardeux, la relation euroatlantique s'est trouvée d'autant plus affectée que l'administration Trump s'est employée à dénigrer continuellement le principe même de la construction européenne, jusqu'à considérer l'Union européenne comme un adversaire, dont il convenait de se méfier.

Cela explique sans doute que la plupart des responsables politiques du vieux continent ont tant souhaité l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche et qu'ils attendent désormais de son mandat qu'il apaise la relation transatlantique à laquelle ils demeurent attachés. Donald Trump était plus nationaliste et unilatéraliste qu'il n'était isolationniste. C'est en cela sans doute qu'il se distinguait de certains de ses prédécesseurs, qu'ils aient été républicains ou démocrates. Il était notamment déterminé à continuer à donner au droit américain une portée extraterritoriale et le slogan « America first » témoignait surtout de ses objectifs de puissance. Croire néanmoins que Biden restaurera le multilatéralisme tel qu'il était avant que les Américains, toutes administrations confondues, ne commencent à y renoncer nous conduirait aux plus grandes désillusions. Un nouveau cadre multilatéral sera sans doute très long à reconstruire et l'administration Biden y prendra vraisemblablement une part moindre que celle que nous voudrions lui voir prendre. En revanche, nous sommes sans doute légitimes à espérer une réorientation de la politique américaine dans des domaines essentiels où se joue l'avenir de l'humanité. De ce point de vue, les mots de Joe Biden, le 4 novembre dernier, jour de la sortie officielle des États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat, sont éclairants : "Aujourd'hui, le gouvernement Trump a officiellement quitté l'Accord de Paris sur le climat. Et dans exactement 77 jours, un gouvernement Biden le rejoindra". Sur d'autres sujets, tout aussi importants et divers que l'Organisation mondiale de la Santé, le budget alloué à l'UNESCO, la maîtrise des armements, des gestes pourront être accomplis, qui contribueront eux aussi à la naissance d'un nouveau climat.

Dans un texte publié dans *Foreign Affairs* au printemps 2020, Joe Biden exprime par ailleurs clairement cette volonté de prendre l'initiative d'un Sommet des démocraties dans un monde qui "ne s'organise pas tout seul". Mais cette ambition, à laquelle il espère pouvoir arrimer l'Europe, ne signifie pas que le regard des États-Unis se tournera vers elle prioritairement, et il est fort probable que la politique du pivot se poursuivra, telle qu'elle fut initiée par Barack Obama et Hillary Clinton en 2011, avec pour objectif de déplacer le centre de gravité de la diplomatie américaine vers l'Asie Pacifique. Par ailleurs, à la ligne de tension sino-américaine, qui structure pour partie les relations internationales, vient s'ajouter l'ascension de puissances régionales, qui usent de moyens nouveaux et non exclusivement militaires - cyber notamment - pour asseoir leurs positions sur l'échiquier mondial. La menace terroriste et la crise de la Covid-19 viennent renforcer un sentiment d'anxiété qui s'enkyste, dans un climat lourd d'instabilité, qui met à l'épreuve la capacité de résilience des nations.

Dans ce contexte, il serait vain d'espérer que l'élection de Joe Biden à la tête des États-Unis suffise à elle seule à stabiliser les relations internationales.

Ainsi, face à l'effacement progressif des principes ayant contribué à la stabilité relative du monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, compte tenu par ailleurs de la tendance de certaines puissances étrangères comme la Turquie ou même la Russie, à faire prévaloir leurs intérêts propres, en usant de l'hybridité des moyens non exclusivement militaires ou étatiques dont elles disposent (attaques cyber initiées par des groupes criminels, mercenariat...), compte tenu enfin de la recomposition du monde en blocs opposés et rivaux, les pays européens doivent approfondir le travail de construction politique dans lequel ils sont engagés et conforter leur unité. La Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne, publiée en 2016 et dont les résultats, en matière de politique étrangère et de défense demeurent encore trop ténus, constitue une feuille de route pertinente qui doit les inciter à poursuivre avec persévérance. L'esprit de concorde dans lequel Joe Biden souhaite inscrire la politique étrangère de son pays ne doit pas ralentir la volonté exprimée par certains chefs d'État et de gouvernement européens de voir l'Union renforcer son autonomie stratégique, c'est-à-dire sa capacité propre d'agir et de se montrer résiliente face aux crises, sans quoi elle prendrait le risque de se trouver marginalisée et de n'avoir plus du tout voix au chapitre, dans le concert international.

Qu'il s'agisse des crises migratoires, de la montée combinée des nationalismes ou des populismes, des effets à terme du Brexit, des enjeux liés au climat ou de la protection des économies, face aux effets d'une concurrence économique accrue, les secousses répétées auxquelles l'Union européenne a dû faire face ces dernières années, ont révélé des insuffisances qui doivent être surmontées. Ne pas prendre la mesure des défis de l'époque présenterait pour l'Europe un risque majeur, car il n'est pas d'institutions ni de projets politiques qui ne soient garantis d'être à tout jamais protégés du risque de disparaître de l'Histoire.

Le XXI^e siècle est d'ores et déjà le siècle des données numériques. Les États et les géants de l'Internet, qui excellent dans leur exploitation s'imposent de facto dans les rapports de force internationaux, en devenant maîtres des innovations technologiques les plus prometteuses dans les secteurs stratégiques de l'intelligence artificielle, du cyber ou encore du spatial. La suprématie de la Chine et des États-Unis sur ces fronts, si elle n'est pas contenue par la volonté commune des États-membres de l'Union, condamnera cette dernière à la dépendance, puis à une définitive relégation.

Dans cette course contre la montre, se jouent les batailles décisives de la souveraineté, l'avenir de la démocratie et des peuples libres. Les attaques cyber compromettent la continuité de l'activité d'opérateurs stratégiques d'importance vitale. La cyber coercition, parfois initiée par des États contre d'autres États, devient l'instrument d'un rapport de force où domine le chantage. La cybercriminalité alimente à la fois la fraude, le terrorisme et la traite des êtres humains. Les *fake news* minent le débat démocratique en soumettant la pensée rationnelle à l'épreuve continue du mensonge et de la manipulation. En France et en Allemagne, les services de renseignements ont observé la pose d'implants par des puissances étrangères dans les services informatiques d'entreprises stratégiques dans le secteur de l'énergie notamment, comme s'il s'agissait par ces méthodes de persuader nos pays de leur propre vulnérabilité. Dans ce domaine et pour protéger ses intérêts, l'Union européenne a besoin d'une stratégie cohérente, qui ne peut se concevoir sans dialogue transatlantique.

Pour être menés à bien, ces combats supposent une volonté politique suivie de la part des institutions européennes et de l'ensemble des États-membres. Si l'élection de Joe Biden promet le retour à un certain apaisement sous le sceau de valeurs démocratiques partagées et si l'Union européenne veut pouvoir peser dans les discussions qui s'annoncent, elle doit sur l'essentiel consolider ses positions. C'est à ce prix que pourra se développer la relation transatlantique. L'élection d'un nouveau président aux États-Unis ne doit pas nous donner l'illusion que tout subitement va devenir possible, comme si le mandat de Donald Trump n'avait été qu'une regrettable parenthèse. Si l'Union aspire à pouvoir compter de nouveau sur son grand allié, il faut aussi qu'elle se montre capable, désormais, de compter d'abord sur elle-même.